Numéro 2241 du Jeudi 08 Septembre 2022 • Prix : 300 F CFA •

Le Journal des décideurs

L'économiste du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

AGI AFRICAINE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Tribune économique du fondateur CJEA, Beringer Gloglo

• (Page 03)

C'est le moment de dessiner le capitalisme du Bénin

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Production de cosmétiques au Bénin

La SOBECO signe son entrée dans la GDIZ

La Zone industrielle de Glo-Djigbé continue de recevoir les entreprises à même de faire de la transformation des matières agricoles surplace, une réalité. Mardi 06 septembre 2022 ... • (Page 04)

UEMOA

L'inflation a bondi à 8,1% en juillet

En pleine dépréciation du FCFA face au dollar en raison des mauvaises performances de l'euro, l'UEMOA continue de faire face à une inflation en hausse. En ... • (Page 06)

Tribune de Josep Borrell

L'Europe et l'Afrique, partenaires pour un avenir commun

Je me rends cette semaine en Afrique, un continent dynamique qui prépare son avenir en promouvant la ... • (Page 04)

Mobilisation des ressources

La formulation de la stratégie de transition fiscale au centre d'un atelier

Du 06 au 09 septembre 2022, les cadres du ministère de l'Economie et des finances ... • (Page 02)

Marché des Titres Publics

Le Bénin veut lever 70 milliards Fcfa à fin novembre 2022

UMOA-Titres porte à la connaissance de l'ensemble des acteurs du Marché des Titres Publics des Etats de l'UMOA de la disponibilité du calendrier provisoire des ... • (Page 11)

Efficacité dans la prise en charge des urgences

• (Page 11)

Fusion du CNHU et de l'hôpital d'instruction des armées

Commune de MATÉRI

Le rapport d'évaluation du programme de développement communal validé

La salle de Conférence de l'hôtel de ville de Matéri a servi de cadre pour la tenue de l'atelier de validation du rapport d'évaluation du Plan de ... • (Page 11)

Mobilisation des ressources financières

La formulation de la stratégie de transition fiscale au centre d'un atelier

(Le SGM, Bessan Alban Bienvenu pour la collecte des ressources intérieures)

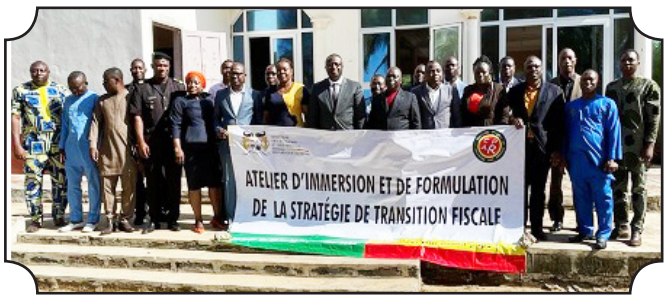
Du 06 au 09 septembre 2022, les cadres du ministère de l'Economie et des finances sont en atelier d'immersion et de formulation de la stratégie de transition fiscale à l'Hôtel Bel Azur de Grand-Popo. C'est Bessan Alban Bienvenu, Secrétaire général du MEF et Président du Comité National de Suivi de la Transition Fiscale qui a lancé les travaux ce mardi 06 septembre 2022 en présence des membres du Comité National de Suivi du Programme de Transition Fiscale (CNSPTF).

• Abdul Wahab ADO

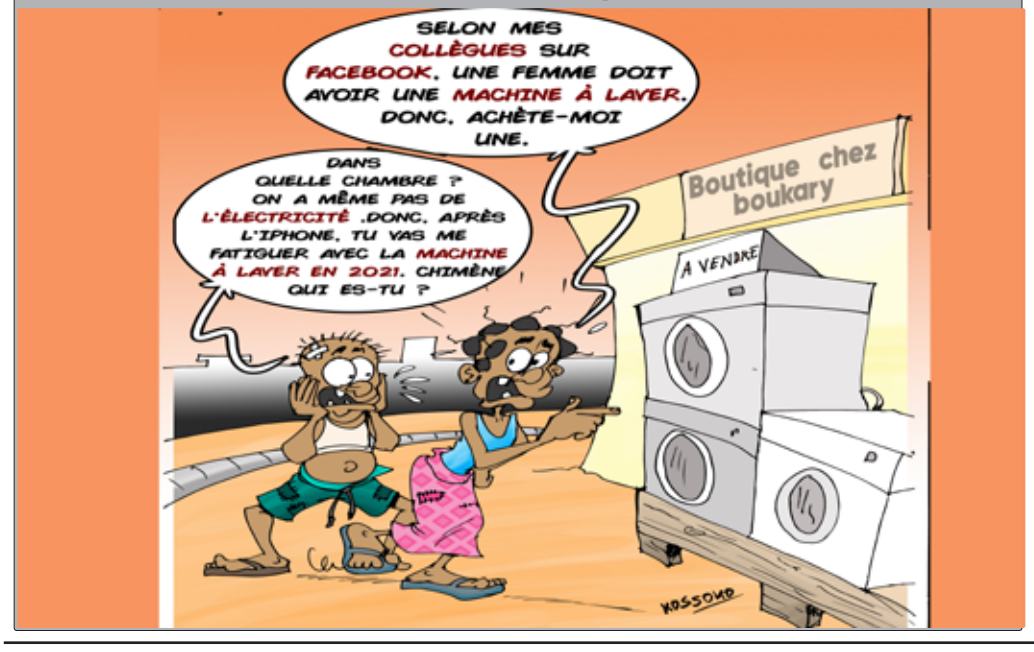
Actualiser la connaissance pratique des membres du Comité National de Suivi du Programme de Transition Fiscale (CNSPTF) sur les outils de suivi de la transition fiscale; faire ressortir les déterminants d'une transition fiscale inachevée ; formuler des propositions de réforme pour réussir la transition fiscale. Ce sont-là, les objectifs poursuis par le MEF en organisant cet atelier, selon Bessan Alban Bienvenu, Secrétaire général du MEF, Président du Comité National de Suivi de la Transition Fiscale qui a procédé à l'ouverture des travaux. Le SGM a précisé que « Le présent atelier d'immersion et de formulation de la stratégie de transition fiscale permettra de nous abreuver à la bonne source pour nourrir nos réflexions sur les enjeux de la transition fiscale ». Les différentes communications qui seront présentées permettront à chaque membre du Comité de disposer de connaissances actualisées de politique fiscale pour que des propositions pertinentes d'axes de réforme à intégrer dans le programme de transition fiscale soient faites », a-t-il expliqué.

En effet, au cours de ces dernières années, les mesures de libéralisation commerciales sont accentuées au sein des pays subsahariens par la mise en œuvre de nombreux accords de libre-échange. Ces accords s'inscrivent dans le cadre du renforcement des politiques d'intégration régionale et des accords de partenariat avec d'autres unions économiques.

Dans le but de renforcer la mobilisation des ressources intérieures, les pays mettent actuellement en œuvre des politiques de transition fiscale qui ont pour objectif de substituer des ressources de fiscalité interne à des recettes tarifaires en diminution en raison des politiques de libéralisation. De plus, l'introduction du Programme de Transition Fiscale dans l'espace de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a permis d'instaurer un cadre adéquat pour faciliter les échanges intra-communautaires entre les pays membres. Ce processus de transition fiscale s'est renforcé consécutivement avec l'entrée en vigueur de l'Accord de Partenariat Economique (APE) régional et du Tarif Extérieur Commun (TEC) de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). C'est dans cette perspective que le Bénin s'est conformé aux exigences communautaires en transposant ce dispositif dans son architecture organisationnelle. Pour rappel, le Comité National de Suivi du Programme de Transition Fiscale (CNSPTF) a été mis en place par arrêté n°3141-c/MEF/DC/SGM/CSIR/DGI/DLC/379SGG17 du 18 octobre 2017 portant création, composition, attributions et fonctionnement du Comité National de Suivi du Programme de Transition Fiscale.



Cari du jour



AUX DÉCIDEURS...

Racket aux frontières !

Forme de chantage de proximité, avec menaces de violence ou trafic d'influence dans le but d'extorquer de l'argent, des objets ou des renseignements. Ainsi se définit le racket. Au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest, les règles qui régissent la vie communautaire prescrivent, entre autres, la libre circulation des personnes et des biens. Ce qui suppose que les Etats membres se sont engagés à lever les obstacles et les entraves à la circulation. En d'autres termes, les barrières policières ne devraient servir qu'à contrôler essentiellement les pièces d'état civil des usagers pour s'assurer de leur identité et de vérifier si ces derniers ne sont pas porteurs éventuellement de produits prohibés. Cette inspection devrait se faire dans un esprit débarrassé d'a priori, donc sans arrière-pensée de vouloir nécessairement causer du tort à l'usager. Mais que constate-t-on ? Exactement le contraire de ce qui devrait s'observer dans un espace communautaire de libre-échange. Aux frontières des pays membres de la CEDEAO, les règles établies pour une libre circulation des personnes et des biens ne sont pas respectées. A Sèmè-Kraké, entre le Bénin et le Nigéria, les usagers sont soumis à des tracasseries de toutes sortes. Exigence de passeport et de collecte de faux frais. Il en est de même à la frontière bénino-nigérienne entre Malanville et Gaya et ce malgré la juxtaposition des postes de contrôle. Les mêmes pratiques ont cours à la frontière du Bénin avec le Burkina Faso. Entre Illacondji au Bénin et Sanvicondji au Togo, la probité des policiers n'est pas parvenue à les soustraire des rackets. Les véhicules en transit sont soumis aux fouilles d'usage. Mais, les agents de sécurité ne s'empêchent guère d'extorquer de l'argent aux usagers. Le même phénomène s'observe aux frontières du Togo avec le Ghana, du Ghana avec la Côte d'Ivoire et ce malgré l'existence d'un autre accord baptisé OCAL : Organisation du corridor Abidjan-Lagos. En définitive, les idées qui ont sous-tendu la création de l'espace communautaire ne sont pas traduites dans les faits. De manière évidente, chaque Etat à travers sa police continue de fonctionner en respectant plutôt les lignes de balkanisation. Avouons que sur ce plan, la CEDEAO n'a pas avancé.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Guinée : La Chine détient 70 % de la dette publique

L'annonce le 18 août 2022 par le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, de l'annulation de la dette en faveur de 17 pays africains a été accueillie avec espoir à Conakry par le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) qui fêtera, le 5 septembre prochain, le premier anniversaire de son coup d'Etat. Si la promesse de l'Empire du Milieu se concrétisait, le profil de l'endettement de la Guinée va s'améliorer fortement et fondre de 32% puisque, selon les statistiques officielles, Pékin détient 70,3% de la dette extérieure du pays. Sous le professeur Alpha Condé, la Guinée…..

Tribune économique du fondateur CJEA, Beringer Gloglo

C'est le moment de dessiner le capitalisme du Bénin

Au Bénin, l'implantation de la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) trace progressivement le sillon pour une industrialisation tournée vers l'exportation. A long terme, le développement de ce pôle industriel pourrait, par un effet d'entraînement, contribuer à la construction d'une économie réelle dynamique, dans la mesure où il pourrait favoriser l'essor de l'industrie et la création d'emplois.

Cette émulation économique serait cependant entravée par le manque de dynamisme du marché des capitaux. En 2020, le crédit intérieur (y compris bancaire) accordé au secteur privé rapporté au PIB s'établissait à 15,5% au Bénin contre 54,7% en Inde, 70 % au Brésil, 112% en Afrique du Sud et 160,4% en Thaïlande.

Les activités de financement direct par le capital-investissement (ou développement) sont également peu développées, parfois peu connues. Entre 2014 et 2019, l'Afrique de l'Ouest a enregistré 274 transactions du private equity pour une valeur combinée de 10,2 milliards de dollars américain. Seulement 1% du volume des opérations concernées a été réalisé au Bénin alors qu'une enquête sur l'industrie du capital-investissement en Afrique de African Private Equity and Venture Capital Association (AVCA) révélait que 88% des limited partners (LP) ayant participé à l'enquête ont désigné l'Afrique de l'Ouest comme la région la plus attrayante pour les investissements. Le Bénin apparaît donc comme l'une des destinations les moins attractives pour ce type d'investissement dans la région.

Plusieurs facteurs expliquent cette situation. D'abord, la nature des acteurs est incompatible avec les besoins locaux. Les acteurs de capital-développement opérant en Afrique subsaharienne sont souvent des fonds avec des pratiques et des normes d'inspiration des pays développés, qui ne correspondent pas toujours aux spécificités de l'entrepreneuriat en Afrique bien que les initiatives entrepreneuriales innovantes de la jeunesse y fassent florès. Par exemple, dans les pays développés la durée de présence d'un fonds de venture capital s'établit en moyenne entre 4-5ans alors qu'en Afrique il faut souvent un horizon temporel plus long pour capter les dynamiques de croissance des entreprises et pour éviter de céder des participations précipitamment en cas de crise ou de contraction temporaire d'un secteur d'activité.

Aussi, les recettes ou les modèles directement importés de l'industrie du private equity des pays développés, notamment la recherche d'opération de taille significative, LBO –leverage buy-out–, buy-out majoritaires ne semblent pas encore adaptés au contexte du pays. Celui-ci est en effet encore caractérisé par des opérations de (très) petite taille et dans des contextes d'entrepreneurs familiaux avec une réticence vis-à-vis du partage de l'actionnariat avec des acteurs tiers. Combiné à la recherche de rentabilité élevée, tout ceci conduit beaucoup de fonds internationaux à délaisser certains segments ou secteurs, notamment, les très petites entreprises (TPE).

Ce constat impose d'élaborer une stratégie (politiques publiques) pour la création d'une économie financière nationale intensive, laquelle catalyserait le financement du secteur productif et consolidera la dynamique de l'économie réelle. Il s'agit, par exemple, d'œuvrer pour l'essor d'une myriade de sociétés de private equity adaptées au contexte national.

Le Rwanda a compris cette nécessité, avec la création de Agaciro Development Fund, un fonds souverain qui investit des capitaux rwandais dans les entreprises rwandaises. C'est, sans doute, cet élan qui a motivé la création du centre financier rwandais pour l'éclosion d'une économie financière locale.

Au Bénin, il ne fait guère de doute qu'en dépit de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la création d'un pôle financier national significatif est bien indispensable.

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC Bénin) pourrait jouer ce rôle indispensable de financier du secteur privé. A titre d'exemple, en France, le bilan agrégé du groupe Caisse des dépôts et consignation (CDC-Paris) excède 1300 milliards d'euro en 2021. La CDC-Paris détient aujourd'hui, écrit Éric Lombard - son directeur général– dans son dernier ouvrage, 95 milliards d'actions dans des entreprises presque exclusivement françaises. Plus de 50 milliards sont affectés au portefeuille de la gestion d'actifs, 36 milliards dans les filiales et participations stratégiques, le reste investi par la Banque des territoires. L'étendue de ce portefeuille en fait le premier investisseur institutionnel public en France et un actionnaire significatif de la plupart des entreprises du CAC 40, poursuit-il. Plus loin, il affirme : « Nous faisons clairement le choix de détenir majoritairement des actions d'entreprises françaises, et nous inscrivons ces investissements sur le long terme. Ce choix nous est parfois reproché. La logique commune d'un asset manager est d'être très diversifié pour ventiler au maximum ses risques. Ce n'est pas notre démarche. Nous sommes avant tout une institution qui appartient aux français, et nous considérons que financer en priorité l'économie de notre pays fait partie intégrante de notre mission… ».

Ainsi, il s'agirait, pour la CDC-Bénin, de se repositionner de sorte à occuper ce rôle de premier et plus grand investisseur national, avec une stratégie d'investissement orientée sur le territoire national, une philosophie d'être la pierre angulaire de l'économie réelle et une « holding » regroupant une large gamme d'entreprises du pays.

Plus active. Plus agressive…

Centraliser ou regrouper et réorganiser. Rendre la Caisse des dépôts et consignations du Bénin plus active consisterait d'abord à regrouper certaines activités en son sein. Entre autres, le microcrédit Alafia, le Fonds national pour le développement agricole, etc. Cette opération de centralisation permettra un transfert des ressources à une seule entité plus forte, ce qui favorisera une augmentation de son capital pour plus de leviers.

Ensuite, il s'agira de procéder à une restructuration des activités de la nouvelle institution en distinguant les activités (ou un guichet) de financement - microcrédits, financements industriels, agricoles, entreprises innovantes, etc. – avec la création, éventuellement, d'une Banque publique d'investissements ayant la vocation de banque de financement.

Enfin, l'agressivité de la Caisse du Bénin viendrait avec les activités de prises de participations stratégiques. Elle consisterait à déployer une offensive avec l'ambition d'ubiquité dans toutes les entreprises stratégiques publiques et privées du pays. La création d'une branche de gestion d'actifs serait nécessaire pour atteindre cet objectif. Elle permettra de fructifier les ressources (le capital) tout en finançant l'économie et d'asseoir le capitalisme béninois.

Aussi, le rapprochement entre la Caisse des dépôts et Consignations du Bénin et d'autres groupes comme le Fonds National de Retraite du Bénin, la Caisse Nationale d'Epargne, ou la Caisse Nationale de Sécurité Sociale offrirait des perspectives intéressantes pour consolider et affirmer la puissance d'intervention d'un pôle financier public national de grande envergure.

Cette approche diffère de la stratégie actuelle de la Caisse des dépôts et Consignations du Bénin qui consiste à collecter les excédents de fonds de retraite et les dépôts et consignations administratives et judiciaires lesquels sont quasi totalement employés en placements financiers (titres financiers, dépôts à terme, etc.).

Tribune économique de Beringer GloGlo, économiste, Fondateur CJEA

Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'hbtts	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 hbtts/ Km2	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 $	2018

Tribune du Haut Représentant de l'UE, Josep Borrell

L'Europe et l'Afrique, partenaires pour un avenir commun

Je me rends cette semaine en Afrique, un continent dynamique qui prépare son avenir en promouvant la transformation numérique, en rendant son agriculture plus efficace et plus durable, en construisant de nouvelles infrastructures pour renforcer les liens entre les peuples, en façonnant la sécurité collective du continent et en investissant dans la plus grande ressource de l'Afrique : sa jeunesse.

Dans tous ces domaines, nous proposons que l'Europe devienne le partenaire de choix de l'Afrique. Les investissements européens en Afrique sont plus de cinq fois supérieurs à ceux de la Chine. Un quart du commerce africain se fait avec l'UE contre 15 % seulement avec la Chine et 2 % avec la Russie et 90 % des exportations africaines entrent dans l'UE en franchise de droits. L'UE travaille avec ses partenaires africains à la construction des premières usines de vaccins du continent et nous avons approuvé, lors du sommet UA-UE, un programme d'investissement de 150 milliards d'euros dans le cadre de la "Global Gateway". Avec la Facilité européenne de soutien à la paix et nos missions de formation, nous contribuons à renforcer la paix et la sécurité.

Cependant, l'avenir du monde est assombri par les conséquences dévastatrices de la guerre de la Russie contre l'Ukraine sur la sécurité alimentaire, les prix de l'énergie et les questions de sécurité. Cette guerre touche tous les continents, mais l'Afrique est l'une de ses principales victimes collatérales. Nous savons que certains pays du continent envisagent cette guerre sous un angle différent du nôtre, mais nous pouvons, je pense, nous accorder sur quatre points fondamentaux.

Premièrement : L'Europe, l'Afrique - et le monde entier - ne peuvent accepter un monde où "la force fait le droit", où les grandes puissances peuvent revendiquer des "sphères d'influence" et attaquer leurs voisins pour annexer leur territoire. L'agression russe contre l'Ukraine est un parfait exemple du type d'impérialisme cruel que l'Afrique a connu au 19ème et au 20ème siècle. C'est précisément parce que les Européens sont conscients de leurs responsabilités à cette époque que l'UE entend s'opposer à ce renouveau de l'impérialisme. Nous devons revigorer le multilatéralisme pour défendre l'État de droit, comme nous l'avons décidé lors du récent sommet UE-Afrique. C'est notamment pour cela que l'UE soutient l'appel du président Macky Sall en faveur d'un siège au G20 pour l'Union africaine.

Deuxièmement : nous devons réagir sans délai face à la crise alimentaire. Avec plus de 70 partenaires, dont beaucoup en Afrique, l'UE agit selon quatre axes : solidarité avec ceux qui n'ont pas les moyens de se nourrir ; soutien à la production alimentaire ; facilitation du commerce agricole, notamment par l'acheminement de céréales ukrainiennes vers l'Afrique ; alignement de notre réponse avec celle du système multilatéral, avec les Nations unies au cœur du dispositif.

Pendant ce temps, d'autres tentent de détourner de leur responsabilité en rejetant la faute sur les sanctions. Pourtant, les faits sont clairs. Les sanctions de l'UE n'interdisent pas aux pays africains d'importer des produits agricoles russes, ni de les payer. C'est la guerre russe qui pose problème. Si toutefois nos partenaires africains étaient confrontés à des problèmes concrets qui semblent être liés à nos sanctions, nous examinerons cette question ensemble.

Troisièmement : nous devons intensifier notre travail commun pour préserver la sécurité et la sûreté de l'Afrique. Dans ce domaine, avec 11 missions, l'UE est le partenaire le plus fiable du continent. En avril dernier, nous avons donné à l'Union africaine 600 millions d'euros supplémentaires pour la prévention des conflits, la gestion des crises et la lutte contre le terrorisme. Cette semaine, je me rends au Mozambique et en Somalie. Au Mozambique, l'UE soutient les forces armées pour rétablir la sécurité dans la province de Cabo Delgado, et notre aide s'élève désormais à 89 millions d'euros. Nous sommes également en train de finaliser le soutien aux contingents de la Southern African Development Community (SADC) et du Rwanda. De même, la Somalie peut compter sur nos missions de lutte contre la piraterie et de formation des forces armées somaliennes. Avec 2,3 milliards d'euros, l'UE est également depuis plus de 10 ans un soutien fiable de la mission de l'UA en Somalie.

Avec 78 personnes, la Russie contribue très peu aux opérations de paix des Nations unies en Afrique, par rapport aux 6 000 soldats des pays de l'UE. Au contraire, la Russie contribue à la détérioration de la sécurité en Afrique avec plusieurs centaines de mercenaires des sociétés privées comme Wagner ou Patriot. Cette présence ne fait qu'aggraver les crises et multiplier les violations des droits de l'homme, comme on le voit au Mali et en République centrafricaine.

Quatrièmement : l'Afrique et l'Europe doivent préparer l'avenir au lieu de se tourner vers le passé. Certains tentent de ressusciter de vieux schémas pour nous diviser, mais c'est ignorer le long chemin parcouru ensemble. Le colonialisme est une tache indélébile pour l'Europe, mais le fait d'assumer notre responsabilité pour le passé a fait de nous un meilleur partenaire pour l'avenir. L'Europe regarde désormais l'Afrique avec optimisme et confiance et donne toujours la priorité dans notre partenariat aux "solutions africaines aux problèmes africains".

Cependant, d'autres semblent tentés de répéter les erreurs commises jadis par les Européens, en cherchant à s'approprier les matières premières africaines, à contrôler les terres, à placer les pays africains dans une dépendance financière ou à exploiter le dynamisme de sa jeunesse à leur avantage.

Nous travaillons à renforcer notre autonomie stratégique et nous soutenons la volonté de l'Afrique de faire de même. Nous devons travailler avec de multiples partenaires, sur la base du respect mutuel et du droit international. Telle est la règle du jeu au 21e siècle. C'est dans ce cadre, que l'Afrique et l'Europe doivent approfondir leur coopération, car nous partageons un avenir commun.

Tribune du Haut Représentant de l'UE, Josep Borrell sur le partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique.

Production de cosmétiques au Bénin

La SOBECO signe son entrée dans la GDIZ

La Zone industrielle de Glo-Djigbé continue de recevoir les entreprises à même de faire de la transformation des matières agricoles surplace, une réalité. Mardi 06 septembre 2022, la Société d'investissement et de promotion de l'industrie (SIPI-Bénin) a annoncé l'installation de la Société béninoise de cosmétique (SOBECO) dans la GDIZ.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Atout majeur de l'économie béninoise, la Zone industrielle de Glo-Djigbé voit s'élargir sa liste d'investisseurs. Spécialisée dans la distribution des produits halieutiques, la Société béninoise de cosmétique (SOBECO) vient de signer un accord pour son installation dans la GDIZ. 36ème industrie à s'installer sur cette plateforme tant convoitée, la SOBECO entend développer sur 03 hectares une usine pour la production de cosmétiques à base de karité, d'avocat et de mangue et emploiera une centaine d'employés. Au même titre que les précédentes signatures d'installation, cet accord avec la SOBECO rend heureuse la SIPI-Bénin. « Avec SOBECO, la GDIZ permettra au Bénin de pouvoir s'imposer comme un acteur clé dans le secteur des cosmétiques et un exportateur majeur à l'international, où la demande de produits de soins naturels et bios est en constante augmentation », fait-elle savoir dans une publication.

• A l' occasion de la signature d'Accord d'installation

Que retenir de la SOBECO ?

La SOBECO a été créée en 2001. D'une société de commerce international du secteur alimentaire, elle est devenue un chef de file reconnu dans la gestion de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale. Elle dispose d'agences commerciales à travers la représentation de grands producteurs européens de produits surgelés sur le marché africain. C'est une entreprise qui importe et fournit des produits surgelés tels que le poisson, la viande, aileron surgelés.

Egypte

Les producteurs locaux ont livré 4,2 millions de tonnes de blé à l'exécutif en 2022

L'Egypte est le principal importateur mondial de blé. Dans un contexte de flambée des cours de la céréale dans la foulée de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, les autorités s'appuient sur une amélioration de l'offre locale pour réduire les achats sur le marché mondial. En Egypte, l'exécutif a acheté 4,2 millions de tonnes de blé auprès des agriculteurs locaux durant la campagne d'achat tenue entre le 1er avril et le 31 août dernier. C'est ce qu'a déclaré Ali Moselhy, ministre de l'Approvisionnement, le 1er septembre. Le stock annoncé marque une hausse de 20 % par rapport au volume de 3,5 millions de tonnes collecté au cours de l'exercice précédent. Selon le responsable, cette progression a été rendue possible par la mise en place de nouveaux silos et la modernisation des anciennes installations qui a permis d'améliorer la capacité d'entreposage de la céréale. Il faut souligner toutefois que ce niveau de collecte reste inférieur aux prévisions initiales de 6 millions de tonnes formulées par les autorités au début de la campagne d'achat. Si le gouvernement comptait renforcer les réserves stratégiques grâce à ce volume record, M. Moselhy explique que la majorité des exploitants a préféré réserver sa production pour un usage personnel et/ou le vendre au secteur privé dont les tarifs sont plus attractifs. En prélude à la prochaine campagne agricole qui débute en octobre prochain, l'exécutif a revu à la hausse le prix d'achat du blé chez les producteurs en le portant à 1 000 livres (52 $) par ardeb (150 kg) contre 865-885 livres cette année. Une revalorisation qui devrait encourager les producteurs à cultiver et à livrer davantage de blé à l'Etat. Pour rappel, l'Egypte consomme plus de 20 millions de tonnes de la céréale par an. En 2021, le pays des pharaons a importé environ 82 % de ses besoins de consommation de Russie et d'Ukraine selon les données de Trade Data Monitor (TDM).

Finance

Le régulateur du secteur des assurances approuve la fusion des filiales d'Allianz au Kenya

Suite à l'acquisition en mai 2021 de la filiale de Jubilee Holdings au Kenya, Allianz avait soumis à l'approbation des autorités réglementaires, sa fusion avec Allianz Kenya. La nouvelle entité détiendra des primes annuelles de 3,9 milliards de shillings.

Le régulateur du secteur des assurances au Kenya (The Insurance Regulatory Authority), a approuvé le lundi 20 juin, la fusion des deux filiales d'Allianz au Kenya. Les activités de Jubilee Allianz General Insurance fusionnées à celles d'Allianz Kenya créeront une entité avec des primes annuelles de 3,9 milliards de shillings kényans (33 millions de dollars), souligne le média kényan businessdailyafrica.com

« A compter du lundi 20 juin, les activités d'assurance générale de Jubilee Allianz General Insurance et d'Allianz Kenya seront entièrement consolidées dans Jubilee Allianz General Insurance. Tous les contacts émis sous Allianz restent valables sous le nouveau changement », a-t-on appris d'un communiqué relatif à cette opération.La fusion des activités d'assurance d'Allianz au Kenya avait été soumise aux approbations des autorités réglementaires du pays début mai 2021, à la suite du rachat par Allianz, d'une part majoritaire (66 % de parts, représentant 1,5 million d'actions ordinaires) au sein de Jubilee General Insurance Kenya.

Suite à cette transaction, la filiale de Jubilee Holdings au Kenya, désormais contrôlée majoritairement par Allianz, avait changé de dénomination pour opérer sous le nom de Jubilee Allianz General Insurance Limited. L'assureur et groupe de services financiers allemand qui était déjà présent au Kenya depuis 2014 via sa filiale Allianz Kenya réalisait ainsi son deuxième investissement direct dans le pays.

La consolidation des filiales de l'assureur allemand au Kenya permettra à l'entreprise unifiée de bénéficier d'économies d'échelle mais aussi de renforcer sa position et ses parts de marché dans le secteur de l'assurance au Kenya.

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest
Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org
ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

-MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
-MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
-MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Rentrée scolaire 2022

Inflation, pénurie... Comment maîtriser le coût des cantines scolaires ?

L'inflation et la hausse des matières premières ont obligé les collectivités à opérer des arbitrages pour contenir le coût des repas à la cantine et ne pas trop pénaliser les parents d'élèves. Cette année, les coûts des repas à la cantine ont augmenté en moyenne de 10 % en raison de l'inflation et de la hausse des matières premières. De nombreuses collectivités, dont la plupart des grandes villes, ont fait le choix d'assumer la différence et de tout prendre à leur charge. D'autres, comme des petites communes, n'ont pas eu le choix que d'augmenter les tarifs. Pour contenir les prix, toutes tentent de trouver des solutions que ce soit « des menus plus génériques » ou le changement des menus. En cette rentrée scolaire, les collectivités se sont retrouvées face à un casse-tête : comment absorber la hausse du prix des repas à la cantine ? En un an, les tarifs des matières premières ont augmenté de 12 %, rappelle le syndicat national de la restauration collective. Ceux de l'alimentation ont suivi une courbe vertigineuse : +30 % pour la volaille, +25 % pour le bœuf, +70 % pour l'huile devenue une denrée rare. Sans parler de la sécheresse qui ravage le pays et qui pourrait faire craindre une pénurie dans les prochains mois. Résultat : les prix des repas à la cantine ont grimpé de 10 % en moyenne, estime l'AMF, association des maires de France. Et pour les communes, villes, métropoles ou départements, l'addition commence à être salée. « Au prix des repas, il faut ajouter l'augmentation des tarifs de l'énergie et celle du point d'indice dans la fonction publique qui touche le personnel des cantines, soulève Gilles Pérole, membre de l'AMF et adjoint au maire de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes). Il faut également tenir compte des recettes des collectivités qui sont en berne. Clairement, l'équation devient compliquée pour équilibrer le budget. »

Les villes de Paris, Lyon, Toulouse, Bordeaux prennent toutes à leurs charges

La plupart des grandes villes, qui ont les reins suffisamment solides pour absorber les coûts, ont décidé de tout prendre à leur charge. C'est le cas à Lyon, où 26.000 repas sont servis quotidiennement. La municipalité planchait depuis dix-huit mois sur sa nouvelle offre de restauration scolaire : 50 % de bio et 50 % d'aliments issus de producteurs locaux. Les repas, que les familles paient entre 80 centimes d'euros et 7,30 euros, reviennent désormais à 13 euros. L'effort est loin d'être négligeable. « Cela représente un coût supplémentaire de 4 millions d'euros par apport à l'an dernier, indique Stéphanie Léger, adjointe en charge de l'Education. Mais nous avons fait le choix politique de l'assumer pleinement cette année. »

A Paris, où sont distribués 23 millions de repas par an, les prix n'augmenteront pas non plus. Malgré l'inflation, la Ville a « spécifiquement instruit » aux Caisses des Ecoles, qui assurent la restauration scolaire, de « ne réduire ni la quantité, ni la qualité » des assiettes servies. Pour cela, elle s'est engagée à augmenter la subvention qui leur est accordée chaque année.

Revoir ses menus

Partout en France, des arbitrages ont dû être opérés pour absorber au maximum les coûts. A Bordeaux, par exemple, la municipalité a revu le contenu de ses plats, avant que les prix ne flambent. « On a mis plus de composants végétariens dans nos menus, indique Delphine Jamet, adjointe en charge de l'administration générale. L'inflation est moins importante sur les légumineuses que sur la viande. » Compte tenu de l'envolée des prix de la farine conventionnelle, la ville a opté pour le pain bio, bien moins cher à la fabrication. Elle a également délaissé l'huile de tournesol au profit de l'huile d'olive. Un pari qui pourrait s'avérant payant. « On devrait le ressentir d'ici quelque temps. Ce qui nous sauve, c'est d'avoir noué des marchés publics avec des producteurs locaux, en bio, analyse l'élue. Comme c'est une agriculture moins mécanisée, avec moins d'intrants chimiques, les coûts ont moins augmenté. Cela conforte grandement notre démarche de relocaliser la production et la consommation. » A Toulouse, on fait le pari de sensibiliser les agents et les élèves au gaspillage alimentaire. « Il s'agit d'un levier fort d'économie », souligne Marion Lalane de Laubadère, adjointe en charge de l'Education. La commune de Mouans-Sartoux, elle, a déjà réduit de 80 % le gaspillage alimentaire en dix ans. « Forcément, on ne pouvait pas jouer sur cette carte-là, soulève Gilles Pérole. On a donc cherché des solutions ailleurs. » Comme réduire la consommation de viande et utiliser des produits bruts plutôt que des produits transformés. « On introduit davantage de protéines végétales ou des œufs dans les menus, résume l'élu. On s'était déjà engagé à avoir la moitié des repas végétariens. Cela n'a fait qu'accélérer l'objectif final. » Pourtant, cela n'a pas suffi. Incapable d'assumer les surcoûts dans leur globalité, la commune a décidé de « couper la poire en deux ». « Le coût des repas a augmenté de 20 centimes. La moitié est à la charge des familles, l'autre à la charge de la mairie », indique Gilles Pérole.

Pour s'y retrouver, la commune de Caudebec-lès-Elbeuf (Seine-Maritime) qui recense 4.000 âmes, a opéré des choix plus drastiques. Les menus ne sont plus composés que de quatre éléments. Selon les jours, les enfants se passent d'entrée ou de fromage. Ce qui évite aux parents de débourser davantage.

20 minutes

UEMOA

L'inflation a bondi à 8,1% en juillet

En pleine dépréciation du FCFA face au dollar en raison des mauvaises performances de l'euro, l'UEMOA continue de faire face à une inflation en hausse. En dehors des produits alimentaires, c'est le transport et les logements qui enregistrent les plus fortes hausses de prix. L'inflation dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a atteint les 8,1% en juillet 2022. C'est ce qu'indique la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), dans son dernier bulletin mensuel des statistiques. Ce taux s'inscrit dans une courbe ascendante de l'inflation enregistrée depuis plusieurs mois et qui s'est affichée à 6,8% en avril et mai 2022 et à 7,5% en juin. Selon l'institution ouest-africaine, il a été tiré par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, dont la contribution à l'inflation est passée de 5,7 à 6,2 points de pourcentage entre juin et juillet. « L'indice des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union, (…) s'est accru de 39,5% en juillet 2022, sur un an, après une hausse de 48,6% en juin 2022. Les hausses les plus importantes sont notées au niveau du riz (+46,5%), du blé (+40,8%), du sucre (+15,2%) et des huiles (+13,6%) », précise le rapport. « Le niveau élevé de l'inflation à fin juillet 2022 s'explique également par les hausses enregistrées au niveau des fonctions « Transports » (+6,5%) et « Logement » (+4,7%), qui ont contribué respectivement à hauteur de 0,6 point de pourcentage et 0,5 point à l'inflation totale », ajoute-t-il. Face à une hausse des prix que plusieurs experts imputaient essentiellement au conflit ukrainien, les pays ouest-africains ont adopté de nombreuses mesures de soutien à l'économie, qui, à défaut d'inverser la tendance, semblent à peine contenir une inflation qui a déjà explosé dans d'autres pays de la région, atteignant notamment deux chiffres au Ghana et au Nigeria. Cependant avec la chute de l'euro face au dollar, plusieurs observateurs estiment que ces mesures auront tôt fait de montrer leurs limites en raison de la parité fixe qui existe entre le FCFA, la monnaie régionale, et la devise européenne. Au lundi 5 septembre, la devise commune aux pays de l'UEMOA se négociait à 659,7 FCFA pour 1$ contre 576,9 FCFA pour 1$, au 1er janvier dernier. Notons qu'au deuxième trimestre 2022, le taux d'inflation de l'UEMOA s'affiche, en moyenne, à 7%.

Commerce

La Chine supprime les droits de douane sur 98% des produits importés de neuf pays africains

La nouvelle politique tarifaire intervient alors que Pékin cherche à sécuriser ses importations de produits agricoles, de minerais et d'hydrocarbures, dans un contexte de fortes perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. La Chine a supprimé depuis le jeudi 1er septembre, les droits de douane sur 98% des produits importés de 16 pays parmi les moins avancés, dont neuf d'Afrique. Annoncée en août dernier, la nouvelle politique tarifaire couvre les importations en provenance de la République centrafricaine, du Tchad, de Djibouti, de l'Erythrée, de la Guinée, du Mozambique, du Rwanda, du Soudan et du Togo, ainsi que de sept autres pays situés en Asie et dans la région du Pacifique Sud. Ce démantèlement tarifaire fait suite à l'annonce par le président chinois Xi Jinping, lors de la 8e conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC 8) tenue à Dakar en novembre 2021, de l'intention de Pékin d'augmenter ses importations de produits agricoles en provenance d'Afrique. Le dirigeant chinois avait alors indiqué que l'objectif était de porter les importantes chinoises en provenance du continent africain à 100 milliards de dollars par an à partir de 2022, puis à 300 milliards de dollars par an à l'horizon 2035. Selon des données publiées mi-août par l'administration générale de la douane chinoise, les échanges commerciaux entre l'empire du Milieu et l'Afrique ont atteint 137,4 milliards de dollars au premier semestre 2022, en hausse de 16,6% par rapport à la même période de 2021. Entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année en cours, les importations chinoises en provenance d'Afrique ont augmenté de 19,1 % en glissement annuel pour s'établir à 60,6 milliards de dollars.

Durant la même période, les exportations de la Chine vers le continent africain se sont quant à elles chiffrées à 76,8 milliards de dollars. Ce qui représente une hausse de 14,7% sur un an. La plupart des exportations chinoises vers l'Afrique sont des produits finis (textile, machines, électronique, etc.) tandis que les exportations africaines vers l'empire du Milieu sont dominées par les matières premières et les produits non transformés, d'où un excédent commercial en faveur de la Chine. En 2021, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique avaient enregistré une hausse de 35,3 % en glissement annuel pour s'établir à 254,3 milliards de dollars.

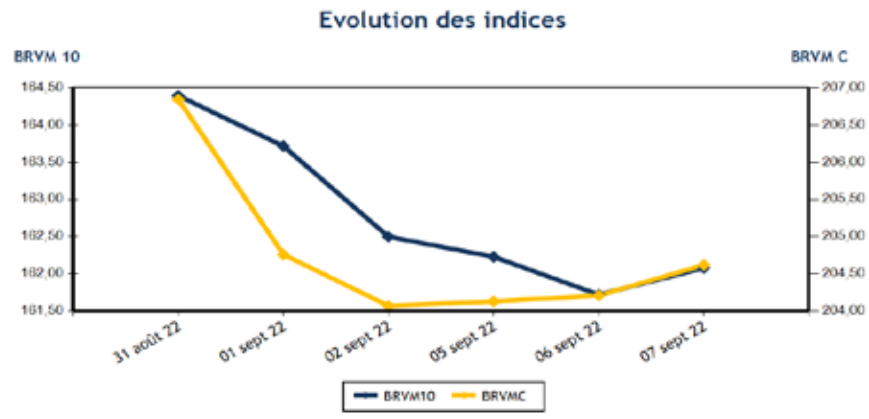
Ecofin du 07 Septembre 2022

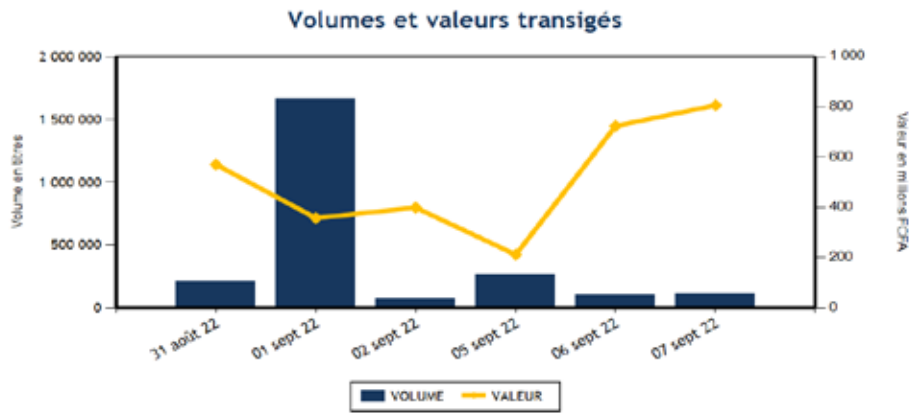
BRVM 10	162,08
Variation Jour	0,22 %
Variation annuelle	5,58 %

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 171 — mercredi 7 septembre 2022 — Site : www.brvm.org

BRVM Composite	204,62
Variation Jour	0,20 %
Variation annuelle	1,16 %





Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 159 553 306 913	0,20 %
Volume échangé (Actions & Droits)	112 607	7,35 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	794 572 215	9,90 %
Nombre de titres transigés	44	2,33 %
Nombre de titres en hausse	15	25,00 %
Nombre de titres en baisse	16	-5,88 %
Nombre de titres inchangés	13	-7,14 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 194 556 010 040	0,02 %
Volume échangé	1 188	1 064,71 %
Valeur transigée (FCFA)	11 422 576	1 249,39 %
Nombre de titres transigés	14	250,00 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	12	300,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 290	7,50 %	27,09 %
SOLIBRA CI (SLBC)	124 200	7,48 %	-20,38 %
UNILEVER CI (UNLC)	6 700	7,46 %	37,01 %
NESTLE CI (NTLC)	6 600	7,23 %	43,32 %
SICOR CI (SICC)	8 300	6,82 %	62,11 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	1 215	-4,71 %	-39,25 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	710	-4,70 %	-7,19 %
CIE CI (CIEC)	2 140	-4,25 %	12,93 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 255	-2,33 %	-25,30 %
SITAB CI (STBC)	5 000	-1,86 %	-19,09 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	104,01	3,95 %	-5,54 %	30 878	176 879 380	29,56
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	467,84	-0,77 %	4,23 %	43 450	567 890 410	9,30
BRVM - FINANCES	15	77,29	-0,17 %	0,21 %	33 688	31 068 845	7,45
BRVM - TRANSPORT	2	455,07	0,00 %	-26,85 %	205	383 350	7,30
BRVM - AGRICULTURE	5	302,54	0,19 %	24,34 %	2 000	15 249 265	6,03
BRVM - DISTRIBUTION	7	380,67	1,35 %	-6,57 %	2 053	2 640 365	28,28
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 782,96	-1,70 %	97,95 %	333	460 600	17,35
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,16	
Taux de rendement moyen du marché	7,30	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,50	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	103	
Volume moyen annuel par séance	1 098 420,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 577 590 473,98	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,50	
Ratio moyen de satisfaction	10,21	
Ratio moyen de tendance	681,33	
Ratio moyen de couverture	14,68	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	6,35	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = *Volume annuel échangé / nombre de séances*
Valeur moyenne annuelle par séance = *Valeur annuelle échangée / nombre de séances*
Ratio moyen de liquidité = *Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de satisfaction = *Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)*
Ratio moyen de tendance = *Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de couverture = *Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)*

Taux moyen de rotation = *moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)*
PER moyen du marché = *moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif*
Taux de rendement moyen = *moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende*
Taux de rentabilité moyen = *moyenne des taux de rentabilité des actions cotées*
Prime de risque du marché = *(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat*

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA — UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
Av. proche, rue en face de l'eglise Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou – BENIN
001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
(229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

SGI BENIN
Carré 211 St Michel
immeuble SGI-Bénin 01 BP
4546 Cotonou.
Tél : (229) 21 31 15 41
21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
Groupe BMCE BANK
BOA CAPITAL SECURITIES
Siège BOA Benin,
Boulevard de France
Tel : (229)
21315343/64182121

AGI — SOCIETE DE BOURSE
Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8668 RP Cotonou
contact@sgi-agi.com
+229 21318733
+229 21316066

AFRICABOURSE
Avenue Steinmetz Face
Immeuble Air Gabon 01 BP
6002 COTONOU BENIN
Tél : (229) 21 31 88 35 /
21 31 88 36

BFS — BIIC Financial Services
Société de gestion et d'intermédiation
Boulevard Saint Michel
Immeuble Agence BIIC Dantokpa
01 BP. 7700 Cotonou
Tél. +229 21324875
Tél. +229 21324876
sgibfs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANHI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	
18	SAINT GABRIEL	95605656	8EME
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINT LOUIS	95859686	
26	LES PYLÔNES	66826813/95924231	13EME
27	LULI LULI	98656060	

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Littre	2.265
Huile à moteur diesel	1Littre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP» Mardi 6 Septembre 2022

Jours du marché Dantokpa

Septembre 2022
Vendredi 2 Septembre 2022
Mardi 6 Septembre 2022
Samedi 10 Septembre 2022
Mercredi 14 Septembre 2022
Dimanche 18 Septembre 2022
Jeudi 22 Septembre 2022
Lundi 26 Septembre 2022
Vendredi 30 Septembre 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR – Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraiche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquillette Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 06/09/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 6 Septembre 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var.%	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
	Matéri	Matéri	jeudi
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
	Cobly	Cobly	**mercredi**
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	**mercredi**
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikèmo n	Ikèmon	**mercredi**
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	**mercredi**
	Sokka	Sokka	**mercredi**
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
	Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	**mercredi**
	Lahotan	Lahotan	**mercredi**
Donga	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Syndey, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1er au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependencepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Prudence ! Prudence ! Méfiez-vous d'un piège qu'on pourrait vous tendre, d'une promesse ou d'un engagement qu'on pourrait vous extorquer, entraînant des pertes d'argent considérables. Soyez économe et surtout ne financez pas une entreprise aventureuse. Abstenez-vous de misez gros aux jeux de hasard, car il ne semble pas que vous soyez très favorisé aujourd'hui.

Taureau Aucun changement à l'horizon ; vous devrez encore gagner votre pain à la sueur de votre front. Ne rêvez pas : Saturne et la Lune ne sont ni l'un ni l'autre des facteurs d'expansion, et ce n'est certainement pas cette fois que vous gagnerez au Loto.

Gémeaux Les astres vous mettront en garde en matière d'argent. Ne vous laissez pas tenter par des affaires qui font espérer de gros bénéfices mais qui offrent peu de garanties. Ne faites pas non plus des mises importantes dans des jeux de hasard, car vos chances de gagner seront minimes. D'autre part, refusez catégoriquement de mettre des fonds dans les affaires sur lesquelles vous n'avez pas un droit de regard permanent.

Cancer Vous investirez peut-être dans une affaire qui ne sera pas immédiatement rentable. Quoi qu'il en soit, ne vous laissez pas rouler dans la farine par des gens plus téméraires ou plus machiavéliques que vous. Votre point fort, ce sera de tout prévoir. Vous serez très en verve, et toutes les professions où l'on doit argumenter et persuader seront favorisées.

Lion Il y aura un écueil dans le climat astral qui va s'instaurer aujourd'hui. Il s'agira d'une tendance à croire que l'argent seul peut procurer le bonheur et qu'il suffit d'avoir de l'argent pour être heureux. Certes, l'argent peut donner un certain confort matériel et certaines facilités, mais c'est à peu près tout ce dont il est capable. Il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont même allergiques à l'argent.

Vierge Cette configuration de Saturne vous rendra fort impatient de régler vos problèmes pécuniaires. Seulement, à vouloir aller trop vite en besogne, vous risquez de commettre de belles erreurs.

Balance Malgré vos irrésistibles envies de dépense, dont quelques-unes sont d'ailleurs parfaitement légitimes, songez à faire des économies. Gardez malgré tout un oeil vigilant sur votre compte en banque !

Scorpion Bonjour les soucis d'argent ! Après une période faste, vous vous retrouverez à nouveau face à des problèmes pécuniaires. Cependant, en vous imposant des mesures d'économie draconiennes, vous limiterez les dégâts.

Sagittaire Une chance spéculative pourra vous aider à remonter le courant, mais vous devrez agir calmement, sans aucune précipitation et ne tabler qu'à coup sûr. A propos, il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont allergiques à l'argent. C'est pour ces raisons qu' "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas" (Lucius Florus).

Capricorne Sur le plan matériel, les soucis vous seront épargnés. Il est vrai que vous saurez gérer votre budget avec beaucoup d'habileté, et régler efficacement les problèmes concrets. Et puis, vous n'hésiterez pas à vous lancer dans des opérations financières audacieuses, tout en évitant de prendre des risques excessifs. Vous obtiendrez de beaux succès.

Verseau Un petit coup de chance est possible aujourd'hui. C'est en effet Vénus, la planète de l'amour, mais qui est aussi, avec Jupiter et Neptune, l'une des planètes de chance du Zodiaque, qui influencera l'un de vos secteurs d'argent. Ne vous attendez pas à gagner le gros lot au Loto, mais vous pourrez tout de même avoir une bonne surprise : par exemple voir quelqu'un vous rembourser une dette que vous aviez oubliée, ou une personne compétente vous accorder une prime imprévue, sur laquelle vous ne comptiez pas.

Poissons Si vous persistez à jeter l'argent par les fenêtres, vous allez bientôt devoir tirer le diable par la queue, et il vous en cuira ! Allons, faites preuve d'économie pour vous éviter bien des soucis inutiles.

L'économiste du Bénin
Premier Quotidien Economique du Bénin
Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2ème rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83
Email : leconomistbenin1@gmail.com
Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(66 232 545)
Secrétaire caissière
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication
Jules AFFODJI

Rédacteur en chef
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire de rédaction
Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Félicienne HOUESSOU
(96 92 43 46)
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU
Hubert DOSSOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)
Jules Daniel Mahuto
(Correspondant Zou-colline)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:
Franck Vial, correspondant France de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale
Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9.27 milliards USD	Déc 2017	8.57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14.7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10.7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA – Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA – Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA – Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Source : trading economics

Efficacité de prise en charge des urgences

Fusion du CNHU et de l'hôpital d'instruction des armées

Le conseil des ministres s'est réuni hier mercredi 07 septembre 2022 sous la présidence du chef de l'Etat Patrice Talon. Plusieurs décisions ont été prises dont la fusion du CNHU et l'hôpital d'instruction des armées et des nominations.

REPUBLIQUE DU BENIN
Fraternité-Justice-Travail
******
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
******
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
******
N° 29/2022/PR/SGG/CM/OJ/ORD

COPIE

Compte rendu du Conseil des Ministres

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce mercredi 7 septembre 2022, sous la présidence de Monsieur Patrice TALON, Président de la République.
Les décisions ci-après ont été prises :

I- Mesures normatives.

Transformation du Centre national hospitalier et universitaire Hubert Koutoukou MAGA par absorption de l'hôpital d'instruction des armées de Cotonou.

Cette décision s'explique par la volonté du Gouvernement de fusionner ces deux structures afin d'en optimiser les prestations au profit des usagers.

Il s'observe en effet que, de part et d'autre, certaines compétences et spécialités disponibles ne sont pas suffisamment utilisées, de même que les infrastructures ; ce qui est de nature à créer des préjudices aux patients.

La mise en commun des moyens va donc favoriser la mutualisation des ressources disponibles dans les deux structures, le renforcement des pôles de spécialités, une plus grande efficacité dans la prise en charge des urgences, une meilleure organisation s'agissant de l'approvisionnement en intrants et de l'acquisition des équipements, de même que la facilitation de la référence et de la contre référence ou la continuité des soins.

Le ministre de la Santé prendra les dispositions indiquées, en lien avec le ministre de l'Economie et des Finances, pour la mise en place des organes de gouvernance du nouveau Centre national hospitalier et universitaire Hubert Koutougou MAGA.

Au titre des autres mesures normatives, ont été par ailleurs adoptés les décrets portant approbation des statuts du Centre des Œuvres universitaires et sociales d'Abomey-Calavi et du Centre des Œuvres universitaires et sociales de Parakou.

II- Communications.

II-1. Missions de conduite d'opération et d'expertise hôtelière du projet de construction du complexe touristique Marina.

L'évaluation de ce projet en cours de réalisation a conclu à la nécessité de compléter son dispositif opérationnel par l'accompagnement d'une société spécialisée dans la conduite d'opération et l'expertise hôtelière. Celle-ci sera chargée, entre autres, de la coordination des différents segments, la gestion des limites des prestations, la revue de la programmation architecturale, la limitation du nombre des intervenants, le contrôle de l'exécution des travaux avec les maîtres d'œuvre pour l'architecture et la scénographie ainsi que la mise en place d'un dispositif de suivi des risques.

La société retenue à cette fin veillera, sous la responsabilité des ministères concernés, à la bonne exécution des missions à elle confiées.

II-2. Renforcement des mesures de protection civile contre les inondations de l'année 2022.

Les prévisions de l'Agence METEO BENIN alertent que la quantité de pluies attendues en 2022 est supérieure à la moyenne observée au cours des années écoulées et appelle la prise de mesures d'anticipation et/ou de gestion des catastrophes liées aux inondations qui pourraient découler notamment de la montée des eaux des fleuves Niger, Ouémé et Mono.

Tenant compte de cet avis, et au regard des sinistres et dégâts matériels déjà enregistrés, le Conseil a décidé de renforcer les capacités d'intervention de la Plateforme nationale de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques, pour une réponse rapide et efficace, le cas échéant.

III- Rencontres et manifestations internationales.

Le Conseil a autorisé :

- l'organisation à Cotonou, du 12 au 16 septembre 2022, de l'atelier international de partage de connaissances entre parties prenantes au programme global « Protection et réhabilitation des sols pour l'amélioration de la sécurité alimentaire » (ProSOL) ; et
- la célébration à Sèmè-Podji, le 27 octobre 2022, de la 25ème édition de la Journée nationale de mobilisation pour la lutte contre les troubles dus à la carence en iode.

IV- Mesures individuelles.

Sur proposition des ministres, les nominations suivantes ont été prononcées :

✓ **Au ministère de la Santé**

Secrétaire exécutif du Conseil National de Lutte contre le VIH/Sida, la Tuberculose, le Paludisme, les Hépatites, les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies (CNLS-TP)

Monsieur Bertin Somavo AFFEDJOU

Premier Secrétaire exécutif adjoint du CNLS-TP

Monsieur Félix AGBLA

Deuxième Secrétaire exécutif adjoint du CNLS-TP

Madame Anita Carolle WADAGNI

✓ **Au ministère des Enseignements Maternel et Primaire**

Secrétaire général adjoint du ministère

Monsieur Blaise Codjovi ACAKPO

Directeur de la Planification, de l'Administration et des Finances

Monsieur Borgia Gildas KOTEGNON

Directeur de l'Ecole normale d'instituteurs d'Allada

Monsieur Thomas SIMBOSSA TCHAO

Secrétaire général de la Commission nationale béninoise pour l'UNESCO

Madame Abossèdé Paulette OKPEICHA.

Fait à Cotonou, le 7 septembre 2022,

Le Secrétaire Général du Gouvernement,

Edouard OUIN-OURO.

Commune de MATÉRI

Le rapport d'évaluation du programme de développement communal validé

La salle de Conférence de l'hôtel de ville de Matéri a servi de cadre pour la tenue de l'atelier de validation du rapport d'évaluation du Plan de Développement Communal (PDC), troisième génération de la commune de Matéri.

A l'ouverture des travaux, le Secrétaire Exécutif représentant le Maire empêché a exhorté les différents acteurs invités à suivre minutieusement le déroulement de l'atelier afin que l'évaluation du PDC3 soit de qualité.

L'objectif général est de réaliser l'évaluation finale du PDC3 assortie d'un plan de recommandations afin de permettre à la Commune de Matéri de disposer des informations descriptives et analytiques en termes de changements enregistrés et imputables à la mise en œuvre de son Plan de Développement Communal, troisième génération.

Il s'agit notamment : d'inventorier puis d'analyser les efforts réalisés en termes de réalisations pratiques dans le contexte de développement local couvrant la période 2018-2022 ; d'évaluer la performance, précisément la pertinence des choix stratégiques, l'efficacité et l'efficience dans la mise en œuvre du PDC3 ainsi que la durabilité des actions réalisées ; d'évaluer la sensibilité du PDC3 aux thématiques transversales ; de reconstituer la théorie de changement du PDC3 ; de procéder à la formulation des questions évaluatives ainsi que l'élaboration de la matrice d'évaluation ; d'identifier les forces et les faiblesses dans la conception et la mise en œuvre du PDC3 et les leçons apprises. C'est ce à quoi se sont attelés les cadres de la mairie et les autres acteurs associés, ce mardi 06 septembre 2022, pour l'évaluation du rapport du PDC3 de la Commune de Matéri.

Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)

Marché des Titres Publics

Le Bénin veut lever 70 milliards Fcfa à fin novembre 2022

(Les Etats de l'UMOA veulent 1 238,5 milliards de FCFA à fin novembre 2022)

UMOA-Titres porte à la connaissance de l'ensemble des acteurs du Marché des Titres Publics des Etats de l'UMOA de la disponibilité du calendrier provisoire des émissions de titres publics pour les mois de septembre, octobre, et novembre 2022. Selon ce calendrier qui intègre les émissions prévues par les Etats du Bénin, du Burkina, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée – Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo, le volume prévisionnel des émissions s'élève à 1 238,5 milliards de FCFA. De ce montant à mobiliser sur le marché financier de l'Umoa, le Bénin envisage de lever des fonds d'une valeur de 70b milliards FCFA à fin novembre 2022. Pour rappel, le Marché des Titres Publics est l'unique marché régional, par adjudication, exclusivement dédié au financement des États membres de l'UEMOA. Les émetteurs souverains sollicitent, à travers des procédures adaptées, l'émission de titres publics souscrits par des acteurs spécifiques soit pour leur compte propre ou pour celui de tiers. Le marché est composé des émetteurs, des Spécialistes en Valeurs du Trésor, des intermédiaires de marché (banques, SGI) et des autres investisseurs (particuliers, entreprises et organisations).

Falco VIGNON

Sous le parrainage de ROMUALD WADAGNI

Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances

L'économiste 10 ans

1er FORUM DE L'ECONOMISTE

COTONOU - 16 & 17 SEPTEMBRE 2022

Thème central :

Efficacité de l'information économique et financière pour la croissance durable en Afrique Subsaharienne

Au Programme :

Panels - Partage d'expériences - Activités sociales et touristiques - Soirée de Gala et distinctions de partenaires

Lieu : Azalaï Hôtel de Cotonou / (+229) 97096417 / (+229) 60917800 / www.leconomistebenin.com

UEMOA · Bénin-Union européenne · BOAD · BSIC · NSIA Assurances & Banque · NSG · BRVM · AFRIK CRÉANCES · CORIS BANK · AGI · Financial Afrik · L'économiste · AZALAÏ HOTEL COTONOU

Fonds de Garantie Automobile du Bénin

DANS QUELLES CONDITIONS RECOURIR AU FGA-BENIN ?

- *L'accident doit avoir eu lieu au Bénin.*
- *L'auteur responsable n'est pas assuré ou est en fuite.*
- *La victime est blessée ou décédée.*
- *L'accident survenu doit être constaté par la Police Républicaine.*
- *L'accident doit être déclaré au FGA-BENIN par la victime ou ses ayants droits.*

FGA BENIN

Vous êtes victime d'un accident de la route au Bénin causé par un véhicule inconnu ou non assuré ? FGA-BENIN vous accompagne gratuitement à travers une prise en charge médicale à l'hôpital et une indemnisation après consolidation. Les ayants droits des victimes décédées bénéficient également d'une indemnisation.

Siège : Cotonou - Immeuble Isabelle KPOMALEGNI Cité Houéyiho, sis au 7 allée centrale (Rue Agence SBEE située dans l'enceinte de la cité Houéyiho) - 01 BP 4745 Cotonou / e-mail : fgabenin@yahoo.fr - Contactez-nous : 21 38 40 71 / 94 56 84 73